



Représentation suisse à: Dakar	
Pays: Sénégal	Date de la dernière mise à jour: 01.06.2021

Wirtschaftsbericht Senegal 2020/2021

Zusammenfassung – Executive Summary

Senegal ist bekannt als regionaler und wirtschaftlicher Hub: Die relative politische Stabilität, Demokratie und das hohe Wirtschaftswachstum ziehen seit Jahren viele internationale Unternehmen und Organisationen an. Das Wirtschaftswachstum erklärt sich einerseits durch die Umsetzung der Phase I (2014-2018) des [Plan Sénégal Emergent \(PSE\)](#), welche die Strategie für die Wirtschafts- und Sozialpolitik darstellt und andererseits durch die Umsetzung der Reformen, die damit einhergehen. Das Ziel des PSE, der 2019 seine zweite Phase (2019-2023) begann, ist, Senegal bis 2035 zu einem Schwellenland zu machen. Dazu sind in der zweiten Phase, unter anderem, grosse Investitionen in Infrastruktur und Humankapital sowie Verbesserungen für das Geschäftsumfeld geplant. U.a. ist geplant, den Senegal zu einem Industrie-, Pharma-, Luftfahrt- und Tourismuszentrum in Westafrika zu machen. Trotz der erheblichen Auswirkungen der Covid-19-Krise auf die senegalesische Wirtschaft im Jahr 2020 wird erwartet, dass die Attraktivität des Senegals als Wirtschaftsstandort weiter zunimmt, wenn es ihm gelingt, seine relative politische Stabilität beizubehalten. Die Präsidentschaftswahlen von 2024 werfen ihre Schatten voraus (s. die schweren Ausschreitungen von anfangs März 2021) und es ist zurzeit nicht klar, ob der aktuelle Amtsinhaber, Macky Sall, ein drittes und damit verfassungswidriges Mandat anstrebt. Dies wird auch Auswirkungen auf die wirtschaftlichen bilateralen Beziehungen haben. Die Schweiz importiert einen Grossteil des im Senegal produzierten Goldes und ist dadurch die zweitgrösste Exporthandelspartnerin Senegals (nach Mali). Die Verbesserung der Infrastruktur und der Bau von neuen Goldminen wird daher voraussichtlich das Handelsvolumen zwischen der Schweiz und dem Senegal erhöhen. Zudem werden erwähnte Reformen auch zu einem weiteren Anstieg des Interesses von Schweizer Unternehmen am Senegal und damit auch zu höheren Direktinvestitionen führen. Eine interessante Investitionsmöglichkeit für Schweizer Unternehmen bietet beispielsweise auch der Öl- und Gassektor. Der Abbau dieser Bodenschätze sollte im Jahr 2023 beginnen. Trotz dieser positiven Aussichten gehört der Senegal aktuell weiterhin zu den am wenigsten entwickelten Ländern (*least developed countries*) und weist damit einhergehend auch grosse wirtschaftliche Herausforderungen auf: Kleines Humankapital, mangelnde Infrastruktur und schwerfällige Behörden behindern u.a. derzeit noch die Geschäftstätigkeit.

1. Wirtschaftliche Probleme und Herausforderungen

1.1 Situation économique actuelle et impact Covid-10

Avant la crise du Covid-19, le Sénégal était l'un des pays d'Afrique subsaharienne qui connaissait la croissance la plus rapide : plus de 6 % en moyenne de 2014 à 2019. Ce niveau de performance s'explique par la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) et les réformes structurelles qui l'accompagnent. Dans le cadre de la Phase I du PSE (2014-18), de nombreuses réformes ont été menées notamment dans les infrastructures, les transports, l'agriculture, l'industrie, le commerce et le tourisme.

En 2020, les mesures d'endiguement de la pandémie du Covid-19 ont affecté tous les secteurs d'activité, à commencer par les secteurs du tourisme (8% du PIB), des transports aériens, des loisirs, de l'hôtellerie, de la restauration ainsi que l'économie informelle de manière générale. L'activité portuaire a été ralentie tandis que le fret aérien s'est raréfié, ce qui a provoqué une hausse des coûts de transport pour l'industrie. Des difficultés d'écoulement de la production agricole et d'accès aux intrants importés sont apparus. Ces baisses d'activité ont conduit le secteur formel à recourir progressivement aux congés ainsi qu'au chômage technique.

Les prévisions macroéconomiques ont ainsi été revues à la baisse pour l'année 2020 en raison du Covid-19: 0.5% de croissance (contre 6,8% prévus en janvier, 3% fin avril). L'inflation pourrait augmenter à environ 2% (au lieu de 1,5%). Toutefois, et selon les prévisions du FMI, le Sénégal devrait retrouver une croissance de 5-6% pour 2021-2022, et même atteindre une croissance à deux chiffres en 2023 (quand la production pétrolière et gazière devrait commencer). La baisse des recettes touristiques et celles des exportations, des IDE et des transferts de la diaspora (15% du PIB) devraient

être en partie compensées par la baisse des cours du pétrole (dont le Sénégal est un grand importateur) et la contraction de la demande intérieure. Un impact se fait également sentir sur les finances publiques. Le déficit budgétaire pour 2020 a été revu de 3% à 6,5 % du PIB par le FMI, sous l'effet de la baisse des recettes ainsi que de la hausse de certaines dépenses budgétaires pour faire face à la crise. La dette publique devrait s'établir à 67,6% du PIB, avec une légère augmentation jusqu'à 2022, avant de redescendre à 63,7% en 2023.

En ce qui concerne les mesures de politiques économiques, la crise Covid-19 a fait revoir les projets prioritaires de la Phase II du PSE (2019-2023) à fin 2020. Ainsi, le Plan d'Actions Prioritaires (PAP 2A) vise à une meilleure souveraineté alimentaire, sanitaire et pharmaceutique, avec une dynamisation du secteur privé national. L'objectif principal est de renforcer la résilience économique, de stimuler l'industrialisation de l'économie, ainsi que de diversifier les moteurs de croissance. En mars 2020, un fond d'urgence (« Fond Force Covid-19 ») a été mis en place pour soutenir économiquement le secteur privé (y compris les entreprises suisses présentes au Sénégal) durant la crise, via des mesures spécifiques et générales. Parmi elles, mentionnons le règlement de dettes de l'Etat envers les entreprises privées, des remboursements des crédits TVA dans des délais raccourcis, et autres déductions ou remises fiscales. Il s'agit ainsi notamment de mesures ayant été considérées comme entravant le climat des affaires.

Malgré ces prévisions macro-économiques plutôt favorables, il reste à voir si cette croissance économique aura un impact positif pour toute la population, ou creusera davantage des inégalités. La pandémie Covid-19 a effectivement créé de fortes tensions au sein de la population, ayant un impact négatif sur 8/10 des ménages, avec 1/3 des chefs de ménage dans l'incapacité de travailler depuis le début de la pandémie ainsi que les micros, petites et moyennes entreprises (40% du PIB) accusant seulement 1.1% de croissance pour 2020. Les exactions de mars 2021 ont, entre autres, montré la nécessité de non seulement prendre en compte les chiffres macro-économiques, comme la très forte croissance économique du Sénégal, mais aussi les retombées et la répartition de cette croissance au sein de la population.

On peut également relever qu'à la suite de l'appel du Président Macky Sall pour annuler la dette publique de l'Afrique et rééchelonner sa dette privée, afin de relancer l'économie du continent dans le cadre de la pandémie, le G20 a annoncé en avril 2020 un moratoire jusqu'à la fin de l'année sur les remboursements de la dette des pays les plus pauvres, dont le Sénégal. Ce moratoire pourrait être reconduit en 2021, toutefois l'échec du sommet de Paris sur les économies africaines porte à croire que la dette des pays africains ne sera pas annulée, sauf à quelques exceptions.

1.2 Climat des affaires

La deuxième phase du PSE (2019-2023) met l'accent sur l'amélioration du climat des affaires. Le Sénégal a déjà fait passablement de progrès dans ce domaine: Il a gagné 18 places en une année dans le *Doing Business Report 2020* de la Banque mondiale et se classe maintenant à la 123^{ème} place sur 190 pays. Cette amélioration est due surtout aux progrès effectués en matière d'accès à l'information sur le crédit ainsi que de paiement des impôts. En revanche, le rapport dénonce les difficultés particulières qui existent au Sénégal pour engager de nouveaux travailleurs et licencier des employés lorsque cela s'avère nécessaire. Le Sénégal avait chuté d'une place par rapport au classement de l'année précédente dans l'édition 2019 du rapport sur la compétitivité du World Economic Forum (WEF). Ce rapport porte sur 141 pays dont 37 africains, avec le Sénégal occupant la 114^{ème} place à l'échelle mondiale et le 14^{ème} rang au plan africain. Le pays reste particulièrement faible dans les domaines du capital humain, de la capacité d'innovation et des technologies de l'information et de la communication (ICT).

Le Sénégal bénéficie également d'une politique industrielle complète visant à stimuler les exportations et attirer les investissements. Dans ce but, dix zones économiques spéciales (cadre douanier et fiscal incitatif), sous forme d'agropoles intégrées¹, de pôles industriels (à l'image du parc industriel de Diamniadio) et d'un hub minier régional, devraient être implantées. Trois sont déjà opérationnelles : Diamniadio, Sandiara et Diass.

De plus, la parité fixe entre l'euro et le Franc CFA offre une sécurité aux entrepreneurs souhaitant investir au Sénégal. L'ECO, la monnaie devant remplacer le franc CFA, devrait conserver cette parité fixe. Toutefois, les divergences profondes entre les pays de l'UEMOA et les autres pays non-CFA de la CEDEAO quant au cadre réglementaire de cette nouvelle monnaie retardent considérablement son lancement, l'UEMOA ayant reporté indéfiniment le lancement de l'ECO suite à la crise Covid-19. La politique monétaire du Sénégal est aussi dirigée par l'UEMOA et sa banque centrale BCEAO : avec la crise Covid-19 et la montée de la dette publique entre autres suite à l'intervention étatique pour mitiger la crise, la dette sénégalaise – comme la dette d'autres pays dans l'espace UEMOA - n'est désormais pas loin du plafond de 70% fixé par l'UEMOA.

¹ Il y a trois sites d'implantation pour les agropoles: (1) la zone Nord (Louga, Matam et Saint- Louis) ; (2) la zone Centre (Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack) et (3) la zone Sud (Kolda, Sédhiou et Ziguinchor).

1.3 Défis économiques

En plus des nombreux défis découlant de la crise économique liée au Covid-19, le Sénégal fait face à beaucoup d'autres défis économiques. L'économie sénégalaise reste dépendante de son secteur primaire (14.8 % du PIB et 30% des emplois), notamment de l'agriculture. Ce secteur a une faible productivité et est fortement exposé aux fluctuations des prix mondiaux ainsi qu'aux aléas climatiques. Le secteur secondaire représente 24.4 % du PIB, tandis que le secteur tertiaire représente 51.4 % du PIB. Étant donné qu'environ 97 % des entreprises au Sénégal sont informelles, la génération de recettes publiques constitue un défi majeur.

Avec la forte croissance démographique du Sénégal (env. 2.7%), environ 300'000 jeunes rejoignent le marché du travail chaque année, un nombre difficile à absorber ; la création de nouveaux emplois reste jusqu'à présent un défi économique majeur du Sénégal, et une source de tensions sociales. Le faible capital humain représente un autre défi : la durée moyenne d'éducation est de 3 ans, avec un taux d'alphabétisation de seulement 70% chez les jeunes. Les ressources manquent, tout comme un système capable de fournir une éducation (de base) de qualité pour tous les enfants et les jeunes ; en conséquence, le pays manque d'expertise dans les domaines importants de l'agriculture, la construction et le secteur extractif, entre autres. Citons aussi comme défis la pauvreté et les disparités entre régions rurales et urbaines. Pour ces raisons, entre autres, le Sénégal est classé 168/189 dans le classement de l'indice au développement humain de l'ONU. Enfin, il existe - malgré des progrès considérables - un certain nombre d'autres obstacles tels que le manque d'infrastructures, la lourdeur des procédures dans le système fiscal et dans le système judiciaire, et la faible moralité des acteurs privés et étatiques en matière de paiement.

1.4 Perspectives économiques favorables

Malgré ces défis, le Sénégal est devenu un centre régional et économique pour l'Afrique de l'Ouest. En particulier, la stabilité politique, la forte croissance économique (hors Covid-19) – et qui augmentera en raison de la production de pétrole et de gaz à partir de 2023 - la stabilité monétaire et la volonté de réforme du gouvernement, qui se reflète dans le PSE II, contribuent à ce développement.

De plus, la reprise économique post-Covid étant plus soutenue que prévue, la contraction économique de 0,5 % prévue en 2020 pourrait être évitée, notamment grâce aux perspectives favorables pour la campagne agricole 2020-21 (pluviométrie abondante). La production devrait rebondir dès 2021, avec une croissance de 5.2 % et 7.2% en 2022 portés par la construction des projets d'hydrocarbures ainsi que par de nouvelles explorations et expansions dans le secteur de l'or ; le début de la production pétrogazière en 2023 devrait amener le taux de croissance à deux chiffres (11.9 %), une première dans l'histoire du pays.² L'accroissement des investissements privés, notamment dans les secteurs du pétrole, de l'énergie, des infrastructures de transport, du tourisme, et des technologies de l'information, ainsi que l'augmentation des capacités logistiques aériennes et maritimes de Dakar, soutiendront l'expansion économique du pays durant les prochaines années et contribueront à accroître l'attractivité du Sénégal comme place économique.

2. Internationale und regionale Wirtschaftsabkommen

2.1 Politik, Prioritäten des Landes

Der Senegal ist regional und international stark vernetzt: So ist das Land Mitglied der Afrikanischen Union (AU), der Westafrikanischen Wirtschaftsgemeinschaft (CEDEAO) und der Westafrikanischen Wirtschafts- und Währungsunion (UEMOA). Senegal wird 2022-23 die AU präsidieren. Anfang 2019 hat Senegal das Afrikanische Freihandelsabkommen (so genannte ZLEC, Zone de Libre Echange Continentale africaine) ratifiziert,³ welches zum Ziel hat, einen kontinentalen Markt für Güter und Dienstleistungen aufzustellen. Das ZLEC ist am 30.05.2019 in Kraft getreten und sollte bis Januar 2021 in den nationalen Strategien der 54 Unterzeichnerstaaten des ZLEC umgesetzt worden sein. Der Senegal hat eine Umsetzungsstrategie validiert (Stand März 2021). Weiter hat der Senegal 29 bilaterale Investitionsabkommen (BITs) unterzeichnet, von denen derzeit 17 in Kraft sind.

Der Senegal ist ausserdem der Initiative «G20 Compact with Africa» beigetreten, welche verstärkt Investitionen in Afrika aus den G20 Staaten erreichen will. Im Rahmen des Afrika-Gipfels 2018 betonte Deutschland auch, vermehrt Risikoabsicherungen anbieten zu wollen, um das Investitionsklima u.a. im Senegal zu verbessern. Dazu wurde Ende 2019 eine Partnerschaft zwischen Senegal und Deutschland geschlossen, die sich auf 4 Interventionsbereiche konzentriert: (1) Landreform, (2) Reform des Arbeitsgesetzes, (3) Förderung von KMU und Zugang zu Finanzmitteln und (4) Berufsbildung. Die von Deutschland bereitgestellten Mittel belaufen sich auf 100 Millionen Euro über die nächsten 3 Jahre.⁴

² Ces projections se basent sur le rapport du FMI de janvier 2021 (<https://www.imf.org/en/Countries/SEN>). Toutefois, elles dépendent fortement dépendantes du rythme de la reprise mondiale et l'évolution de la pandémie au Sénégal et dans le monde.

³ Das Land hat auch die ergänzenden Dokumente der Kigali Deklaration und das Free Movement Protocol unterschrieben.

⁴ Des tranches annuelles de 100 mio EUR supplémentaires pourront être allouées, à condition que la mise en œuvre des réformes soit conforme à la matrice des réformes arrêtée avec le Ministère de l'Économie sénégalais.

Der Senegal setzt u.a. auf eine enge Zusammenarbeit mit China. Im Juli 2018 haben die beiden Länder anlässlich des Besuches des chinesischen Staatsoberhauptes insgesamt 10 neue Abkommen unterzeichnet, welche die Zusammenarbeit weiter vertiefen sollen. Chinas Präsenz im Senegal ist seit Jahren spürbar: das Land investierte in Projekte des PSE I und wird beispielsweise den Bau des neuen senegalesischen Aussenministeriums finanzieren – eine Unterstützung mit grosser Symbolik. 2021 soll auch das Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC) in Dakar stattfinden. Dieses Event, welches alle drei Jahre ein Highlight in der China-Afrika Zusammenarbeit darstellt, wird Senegal China symbolisch näherbringen.

Eine Reihe hochrangiger Besuche im Senegal kennzeichneten zudem den Beginn des Jahres 2020. Diese Besuche zeigen einmal mehr die wachsende Attraktivität des Senegals in den Augen der ausländischen Grossinvestoren auf. Der türkische Präsident Recep Erdogan kündigte bei seinem Besuch im Januar 2020 an, den Handel zwischen den beiden Ländern auf eine Milliarde Dollar steigern zu wollen. Eine Reihe von Vereinbarungen und Memoranden wurden unterzeichnet, insbesondere in den Bereichen Bildung, Sport und Katastrophenmanagement. Ausserdem erhielt ein türkisches Unternehmen den Zuschlag für den Bau des Diamniadio-Olympiastadions, in dem 2022 die olympischen Jugendspiele hätten stattfinden sollen (wegen der Pandemie auf 2026 verschoben). Im Februar wurden während des Besuchs des amerikanischen Aussenministers Mike Pompeo im Senegal 5 Memoranden zwischen amerikanischen und senegalesischen Unternehmen in den Bereichen Transport, Energie, Gesundheit und soziale Infrastruktur unterzeichnet. Schliesslich hat Portugal im Januar 2020 die «bilaterale gemeinsame Kommission» wieder ins Leben gerufen, um die Zusammenarbeit zwischen den beiden Ländern neu zu beleben und Dakar zum Zentrum der Beziehungen zwischen Portugal und Westafrika zu machen.

Der Senegal verfolgt auch mit regionalen Partnern eine enge wirtschaftliche Zusammenarbeit: Zum Beispiel wurde im Dezember 2018 im Rahmen des geplanten Abbaubeginns von Erdgas im Jahr 2023 mit Mauretanien ein Abkommen über die Nutzung der Ressourcen der Lagerstätte Grand Tortue-Ahmeyim (GTA) unterzeichnet. Im GTA-Projekt wird Gas aus einem ultra-tiefen Unterwassersystem gefördert, offshore verarbeitet und dann in eine schwimmende Flüssiggasanlage an ein Nearshore-Drehkreuz an der mauretanischen und senegalesischen Seegrenze geleitet. Daneben wird im so genannten Sangomar-Ölfeld (SNE) voraussichtlich ab 2023 Erdöl gefördert. Das SNE ist ein Tiefsee-Ölfeld, das 100 km südlich von Dakar vor der Küste liegt, in Richtung Gambia. Gemäss aktuellen Schätzungen wird Senegal damit ungefähr 100'000 Barrel Öl pro Tag fördern können, was der aktuellen Produktion Libyens entspricht. Die senegalesische Ölproduktion könnte mit den afrikanischen Mittelmächten (Ghana, Elfenbeinküste, Äquatorialguinea) konkurrieren und würde die Abhängigkeit Senegals von Öl- und Gasexporten reduzieren.

Die Schweiz und der Senegal verhandeln derzeit über ein Doppelbesteuerungsabkommen; die letzte, nicht erfolgreiche Verhandlungsrunde fand im Mai 2017 statt. Bei seinem Besuch im Februar 2021 äusserte Vizepräsident und Aussenminister Ignazio Cassis den Wunsch, dieses Abkommen in Bälde zu unterzeichnen. Er unterzeichnete auch ein Abkommen zur Verbesserung der Effizienz und Wettbewerbsfähigkeit der Luftverkehrsdienste zwischen den beiden Ländern.

2.2 Aussichten für die Schweiz (Diskriminierungspotential)

In Zukunft ist anzunehmen, dass die Zunahme des Goldabbaus und auch die Förderung des Erdöl- und Gassektors zu einer Steigerung des Handelsvolumens mit der Schweiz führen wird. Allgemein herrscht für Schweizer Unternehmen im Senegal tiefes Diskriminierungspotential. Die verstärkte Zusammenarbeit Senegals mit den G20 Staaten, der EU, China und der Türkei kann jedoch dazu führen, dass vermehrt Aufträge an Unternehmen aus diesen Ländern vergeben werden und es für Schweizer Unternehmen schwieriger wird, staatliche Ausschreibungen zu gewinnen.

3. Aussenhandel

3.1 Entwicklung und allgemeine Aussichten

Le Sénégal présente un important déficit structurel de sa balance commerciale (4.15 mia USD en 2019), qui reflète la dépendance continue du pays à l'égard des importations d'énergie, des biens d'équipement et des denrées alimentaires. La croissance du secteur des matières premières, en particulier de la production d'or, et la poursuite de la diversification des exportations devraient conduire à un affaiblissement du déficit. Le début de l'extraction du pétrole et du gaz, prévu pour 2023, devrait contribuer à renforcer le secteur des exportations et le trésor public du Sénégal.

L'encombrement du port de Dakar, combiné à la faiblesse des infrastructures, constitue un obstacle majeur pour le secteur des exportations et importations. Dans le cadre du PSE, deux nouveaux ports (Bargny et Ndayane) sont ainsi prévus, qui augmenteraient considérablement la capacité d'exportation et pourraient conduire à une diversification économique par de nouvelles opportunités commerciales. Le port de Ndayane, dont la construction devrait débuter en juin 2021, sera un "port en eau profonde" pour accueillir des navires de grande taille ; il sera adossé à une zone économique spéciale

(ZES) de 1200 ha. DP World assure la construction du port, avec USD 837 Mio pour la première phase (qui devrait être finie en 2023), et prévue d'être suivie d'une 2^e phase d'investissement à USD 290 Mio., avec des investisseurs encore non-connus. Le port de Bargny sera un port minéralier dont l'objectif est d'augmenter la capacité de stockage de produits pétroliers raffinés, en réponse à la demande croissante de produits pétroliers au Sénégal et sur les marchés voisins. Toutefois, le financement du port de Bargny n'est pas encore pleinement assuré, principalement car les bailleurs de fonds internationaux émettent des réserves quant au processus de l'appel d'offres et au bon déroulement des travaux. Pour compléter la construction du port de Ndayane, une modernisation du chemin de fer Dakar-Bamako serait nécessaire (65% des marchandises à destination du Mali passent par le port de Dakar). Cela permettrait au Sénégal d'être réellement compétitif, et soulagerait les routes sénégalaises saturées et détériorées. Pour l'instant, la modernisation du corridor Dakar-Bamako est à l'arrêt ; seule la réhabilitation du tronçon ferroviaire Dakar-Tambacounda est prévue dans le budget 2021, avec une mise en œuvre en 2021 encore hautement incertaine. Un autre projet, le Train express régional (TER) – le premier train électrique d'Afrique de l'Ouest - est presque terminé dans sa première phase, avec une mise en service prévue pour 2021. Ce tronçon de 36 km relie Dakar à la nouvelle ville de Diamniadio et sa ZES. Avec une capacité de 115'000 utilisateurs par jour, il permettra de décongestionner le trafic routier dakarois ; en une deuxième phase, il s'étendra jusqu'au nouvel aéroport de Blaise-Diagne (18 km), .

Dans ce cadre, et dans le contexte du développement des infrastructures, il est à mentionner que le nouvel aéroport international Blaise Diagne (AIBD) a été mis en service fin 2017 ; la compagnie aérienne nationale, Air Sénégal, a commencé ses opérations en mai 2018 ; la reconstruction et modernisation des aéroports régionaux a été lancée en fin 2018 (commençant par l'aéroport de Saint-Louis). En effet, le Sénégal prévoit de faire de Dakar un hub touristique et aérien sous régional. Avant la crise Covid-19, le gouvernement sénégalais avait annoncé l'objectif d'attirer 3 millions de touristes en 2020 (Abidjan : 2,3 millions de touristes). En ce qui concerne l'aéroport, l'objectif était d'atteindre 5 millions de passagers en 2023 et 10 millions de passagers en 2035. À ce sujet, il convient de relever le début en septembre 2020 de la construction de la ville futuriste « Akon City », à Mbodiène, car elle s'inscrit dans la politique touristique du pays et devrait en faire une référence en matière de tourisme et transport aérien. Le projet immobilier et touristique du rappeur sénégalais-américain Akon comprendra, entre autres, une station balnéaire, un centre technologique, l'infrastructure nécessaire à une industrie cinématographique locale, un hôpital et une université. Prévue pour 2030, il est prévu que la ville respectera des normes énergétiques et écologiques strictes et s'étendra sur près de 810 hectares pour un coût de ~6 mia USD.

Enfin, le pont de Farafenni relie depuis début 2019 les "deux moitiés de la Gambie" séparées par le fleuve éponyme. Sa construction a soutenu la relance de l'activité économique entre la Gambie et le Sénégal ; le trajet Dakar- Ziguinchor prend désormais env. 5h, au lieu d'une journée entière.

Le Sénégal souhaite faire du pays un hub industriel pharmaceutique. Fortement dépendant des importations de médicaments (80-90% de ses médicaments sont importés), le pays espère ainsi œuvrer vers une plus grande indépendance pharmaceutique, entre autres suite aux conséquences de cette dépendance durant la pandémie Covid-19. L'ambition est d'assurer l'approvisionnement local de 30 % de la demande totale de médicaments d'ici 2025, et 50% d'ici 2035. Diverses réformes sont actuellement mises en œuvre pour y parvenir; l'Institut Pasteur et l'Institut de Recherche en Santé, de Surveillance Epidémiologique et de Formation (IRESSEF – lancé en 2017) déjà présents à Dakar constituent des acteurs clefs pour transformer le Sénégal en hub pharmaceutique régional de recherche, production et de formation. À ce sujet, l'entreprise wallonne Univercells a signé en avril 2021 des conventions d'intention avec les deux instituts susmentionnés pour la production de vaccins, y compris contre Covid-19.

3.2 Exportations/importations

Der Senegal exportiert vor allem Gold, Fischereierzeugnisse, Phosphatsäure, Mineralölerzeugnisse, Erdnuss- und Gartenbauprodukte, Zirkonium und Titan. Hauptabnehmer im Jahr 2020 waren Mali (u.a. Fischereierzeugnisse, Erdnussprodukte) gefolgt von der Schweiz (v.a. Gold) und von Indien (v.a. Phosphatsäure). Die Schweiz war 2020 der zweitgrösste Exportpartner des Senegals (12.36%).

Der Senegal importiert hauptsächlich Öl (23%), Maschinen und Ausrüstungen (8.5%), Nahrungsmittel (8,8%) sowie Transportausrüstung und Ersatzteile (6,2%). Diese Güter stammen 2020 mehrheitlich aus Frankreich (15.6% der Importe), China (9.2% der Importe), Niederlande (6.1% der Importe) und Belgien-Luxemburg (5.95% der Importe). Trotz der Freihandelszone der CEDEAO sind die Mitgliedsstaaten (ausser Nigeria und Mali) weitgehend unbedeutend für die senegalesische Handelsstatistik.

3.3 Bilateral Handel

Gemäss Aussenhandelsstatistik beschränkt sich der bilaterale Handel zwischen der Schweiz und dem Senegal hauptsächlich auf den Goldhandel. Die Schweiz importierte 2019 86.6% des senegalesischen Goldes, d.h. mehr als 13 Tonnen für einen Totalbetrag von 586 Millionen USD. Im Jahr 2020 betrug die Goldimporte 455 Mio. USD (-22%). Das Rohgold stammt hauptsächlich aus der Mine *Sabodala* und wird durch die kanadische *Teranga Gold Corporation* (im Februar 2021 von der *Endeavour Mining Corp.* übernommen) gefördert. Mit der Eröffnung von weiteren Goldminen im Senegal ist zu erwarten, dass

sich das Handelsvolumen zwischen der Schweiz und dem Senegal steigern wird. Neben Gold importiert die Schweiz landwirtschaftliche Produkte aus dem Senegal. Diese Importe beliefen sich 2019 auf ungefähr 4.64 Millionen CHF, ein Rückgang von 48.3% gegenüber dem Vorjahr.

Le lancement annoncé pour juin et ensuite octobre 2020 - et enfin repoussé à 2022 pour raisons de Covid-19 - d'une ligne directe entre Dakar et Genève opérée par Air Sénégal devrait également permettre de faciliter et d'intensifier les relations économiques entre nos deux pays.

4. Direktinvestitionen

4.1 Entwicklung und allgemeine Aussichten

Ausländische Direktinvestitionen (FDI) belaufen sich im Senegal im Jahr 2019 gemäss Weltbank auf 983.3 Millionen USD, eine Zunahme von ca. 16% (ca. 4.1 % des BIPs). Es sind keine Zahlen zur Herkunft der Investoren verfügbar. Es ist jedoch anzunehmen, dass Länder wie China, Frankreich aber auch die Türkei, UAE, Marokko und Ägypten die Liste der Investoren anführen. Mit einem verbesserten Geschäftsumfeld (vergleiche auch das *Doing Business Ranking*) dürfte sich diese Zahl in den kommenden Jahren vergrössern. Dies zeigt sich auch an den FDI, welche zwischen 2014 und 2018 um 227 Millionen USD gestiegen sind. Trotz dieser positiven Entwicklungen und allgemeinen Aussichten bleibt der Senegal von Zuwendungen der internationalen Geldgeber und der Diaspora abhängig.

4.2 Bilaterale Investitionen

Aufgrund der schlechten Datenlage kann nicht eruiert werden, wie hoch die Direktinvestitionen aus der Schweiz in den Senegal sind. Es dürfte sich hingegen um einen tiefen Betrag handeln, zumal es im Senegal derzeit noch eine überschaubare Anzahl von Schweizer Unternehmen gibt. Einige grosse Schweizer Unternehmen haben einen Sitz in Dakar, wobei die meisten regional agieren. Vertreten sind unter anderem Unternehmen der Pharmaindustrie (Novartis, Sandoz), der Nahrungsmittelproduktion (Nestlé), der Tabakindustrie (Philip Morris International), aus dem Maschinen- und Konstruktionsbereich (ABB, Sika), aus dem Öl- und Gashandel (Oryx, mocho) sowie aus dem Versicherungsbereich (Helvetia Assurance). Das spürbar steigende Interesse an einer Geschäftstätigkeit im Senegal wird in Zukunft zu einem Anstieg der Schweizerischen Direktinvestitionen und der Ansiedelung weiterer Schweizer Unternehmen, inkl. KMU, im Senegal führen.

5. Handels-, Wirtschafts- und Tourismusförderung, « Landeswerbung »

5.1 Instrumente der Aussenwirtschaftsförderung

Die Schweiz betreibt im Senegal keine proaktive Wirtschaftsförderung. Die beiden Schweizer Handelskammern mit Fokus auf Afrika – Swisscham-Africa und der Swiss-African Business Circle – spüren jedoch ein steigendes Interesse. Derzeit können sich interessierte Schweizer Unternehmen an die europäische Handelskammer [EUROCHAM](#) wenden, welcher europäischen (inkl. Schweizer) Unternehmen dabei hilft, eine Geschäftstätigkeit im Senegal aufzubauen. Zudem bietet Senegal mit der Investitionspromotionsagentur [APIX](#) eine staatliche Ansprechinstanz für Fragen bezüglich Investitionen im Senegal an. In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass es empfehlenswert ist, sich vor Aufnahme einer wirtschaftlichen Tätigkeit im Senegal bei einer Handelskammer zu informieren und der Wahl des lokalen Geschäftspartners ein besonderes Augenmerk beizumessen.

Zur Vernetzung der Schweizer Unternehmen vor Ort organisiert die Botschaft in Dakar jeweils Anlässe, um den Austausch zwischen den Akteuren zu fördern (diese mussten jedoch im 2020 aufgrund der Pandemie sistiert werden). Das SECO hat die Absicht, 2022 eine Wirtschaftsmission mit einer Delegation von Schweizer Unternehmern im Senegal durchzuführen (die Mission hätte ursprünglich im Frühling, dann Sommer 2020 stattfinden sollen).

5.2 Interesse des Aufenthaltslands für die Schweiz

Die Schweiz geniesst im Senegal einen ausgezeichneten Ruf, welcher auch im Wirtschaftsbereich wesentlich von einem in seinen systemischen Wirkungen grossen Projekt in der dualen Berufsbildung geprägt wird: Auf Wunsch des Präsidenten Macky Sall wurde am Frankophonie Gipfel in Dakar im Jahr 2014 ein «Memorandum of Understanding» über die Partnerschaft für die duale Berufsbildung unterzeichnet und im Jahr 2018 ein Gesetz eingeführt, welches die Einführung eines dualen Berufsbildungssystems im Senegal regelt. Seit dem Beschluss im Jahr 2014 unterstützen Schweizer Experten den Senegal dabei, dieses System anhand von Pilotausbildungen umzusetzen. Als zentrale Begleiterin dieses Vorzeigeprojektes wird die Schweiz immer wieder öffentlich als Vorbild genannt. Aufgrund der tiefen Kaufkraft der Bevölkerung besteht bisher noch wenig Interesse an der Schweiz als Reiseziel. Die Investitionen aus dem Senegal in die Schweiz sind verschwindend gering.

Anhänge

Anhang 1: Wirtschaftsstruktur

	Jahr 2014	Jahr 2019
Verteilung des BIP		
Primärsektor	13.4%	14.8%
Verarbeitende Industrie	23.2%	24.4%
Dienstleistungen	53.6%	51.4%
- davon öffentliche Dienstleistungen	n.a.	n.a.

Verteilung der Beschäftigung^a		
Primärsektor	34.3%	30.1%
Verarbeitende Industrie	12.9%	13.1%
Dienstleistungen	52.7%	56.8%
- davon öffentliche Dienstleistungen	n.a.	n.a.

Quelle: [World Bank Data](#), a - World Bank Data: modeled ILO estimate. Daten für 2020 noch nicht verfügbar.

Anhang 2: Wichtigste Wirtschaftsdaten

	2019	2020	2021
BIP (Mrd. USD)*	23.18 ^b	23.95 ^b	25.99 ^b
BIP/pro Kopf (USD at PPP)*	3538 ^b	3435 ^b	3525
Wachstumsrate (% des BIP)*	5.3 ^b	-0.7 ^b	3 ^b
Inflationsrate (%)*	1 ^a	2.7 ^b	2.0 ^b
Arbeitslosigkeit (%)*	6.47	7.1	n.a.
Haushalts-Saldo (% des BIP)*	-5.3 ^c	-6.9 ^b	-6.1 ^b
Leistungsbilanz (% des BIP)*	-9.2 ^{a*}	-12.6 ^b	-10.8 ^b
Gesamtverschuldung (% des BIP)**	59.8 ^b	67.2 ^b	66.6 ^b
Schuldendienst (% der Exporte)**	9 ^a	10.4 ^a	n.a.
Reserven (Importmonate)**	n.a.	n.a.	n.a.

Quellen: a – Banque Mondiale, a* - IMF Country Report No 21/18 – Senegal: Second Review under the Policy Coordination Instrument and Request for Modification of Quantitative Targets – Press release; and Staff Report (Jan. 2021), b – Economist Intelligence Unit, Country Report (April 9, 2021)

Anhang 3: Handelspartner, 2020⁵

Handelspartner Exporte 2020					Handelspartner Importe 2020				
	Pays	Exporte Von Senegal (Mio. USD)	Part	Änderung		Pays	Importe Von Senegal (Mio. USD)	Part	Änderung ⁶
1	Mali	825.040	20.99%	+10.32%	1	Frankreich	1223.630	15.66%	-3.13%
2	Schweiz	485.836	12.36 %	-5.74%	2	China	719.444	9.2 %	-2.61%
3	Inde	298.828	7.6 %	-5.73%	3	Niederlande	481.974	6.16 %	+1.15%
4	Chine	264.372	6.7%	+0.1%	4	Belgique- Luxembourg	465.089	5.95 %	+0.93%
				5	Nigeria	447.059	5.72 %	-0.07%
					7	Russie	353.250	4.52 %	-0.02
					8	Inde	314.899	4.28%	-0.11%
					17	Suisse	120.685	1.54%	+0.37
	Total	3'929.360	100%	+/- %		Total	7'812.455	100%	+/- ..%

Die Schweiz ist der zweitgrösste Exportpartner des Senegals. Dies ist auf die Goldexporte in die Schweiz zurückzuführen.

Anhang 4: Handelsbeziehungen 2020⁷

	Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF			
	2019	2020***	+/- %	Anteil	2019	2020	+/- %	Anteil
Total	595.62	460.10	-22.8	100.0	22.37	24.46	9.3	100.0
Landwirtschaftliche Produkte	9.00	4.64	-48.3	1.0	0.49	0.92	88.1	3.8
Pharmazeutische Erzeugnisse	0.00	0.00	86.1	0.0	5.69	5.42	-4.7	22.2
Chemische Grundprodukte			*	*	0.03	0.03	5.6	0.1
Düngemittel, Farbstoffe			*	0.0	0.23	0.12	-46.0	0.5
Schönheitsmittel, Waschmittel	0.00	0.00	370.8	0.0	1.61	1.18	-26.7	4.8
Stärke, Chem. Erzeugnisse	0.00	0.02	*	0.0	0.16	0.16	1.4	0.7
Kunststoffe, Kautschuk	0.00	0.00	230.4	0.0	0.22	0.44	98.1	1.8
Felle, Leder, Lederwaren	0.00	0.00	-62.3	0.0	0.0	0.01	341.6	0
Holz, Kork, Flechtwaren	0.01	0.02	104.9	0.0	0.02	0.03	55.1	0.1
Papier und Papierwaren	0.00	0.00	-74.0	0.0	0.26	0.00	-99.7	0.0
Textilien und Bekleidung	0.01	0.01	88.1	0.0	3.00	4.26	42.0	17.4
Waren: Stein, Keramik, Glas	0.00	0.0	-98.6	0.0	0.04	0.03	-30.7	0.1
Edelsteine, Edelmet., Bijout.	586.39	455.03	-22.4	98.9	0.00	0.00	**	0.0
Unedle Metalle, Waren daraus	0.00	0.	221.1	0.0	0.2	0.27	35.6	1.1

⁵ Source: UN Comtrade, <https://comtrade.un.org/data>.

⁶ Var. de la part (en %) par rapport à l'année précédente.

⁷ Eidgenössische Zollverwaltung EZV, Aussenhandelstatistik - Periode: Januar bis Dezember 2020. Total inkl. Goldbarren und andere Edelmetalle, Münzen, Edel- und Schmucksteine sowie Kunstgegenstände und Antiquitäten.

<i>Maschinen (nicht elektrisch)</i>	0.00	0.07	*	0.0	6.04	4.62	-23.5	18.9
<i>Maschinen (elektrisch)</i>	0.01	0.04	442.1	0.0	0.99	3.38	240.8	13.8
<i>Fahrzeuge, Flugzeuge usw.</i>	0.00	0.00	*	0.0	1.84	1.82	-1.0	7.4
<i>Opt. / medizin. Instrumente</i>	0.04	0.02	-31.3	0.0	1.16	1.51	30.5	6.2
<i>Uhrmacherwaren</i>	0.00	0.00	825.0	0.0	0.07	0.7	6.7	0.3
<i>Waffen und Munitionen</i>			*	*		0.01	*	
<i>Möbel, Bettzeug usw.</i>	0.01	0.00	-77.8	0.0	0.31	0.14	-54.5	0.6
<i>Spielzeuge, Sportgeräte, usw.</i>	0.0	0.0	-93.0	0.0		0.01	*	0.0
<i>Kunstgegenstände, Antiquitäten</i>	0.08	0.14	70.2	0.0		0.01	*	0.0

* = Veraenderungsrage / Anteile nicht berechenbar; ** = Veraenderungsrage > 999,9 %, *** = chiffres provisoires.

Anhang 5: Hauptinvestoren nach Land

Leider steht keine detaillierte Statistik über die ausländischen Direktinvestitionen in Senegal zur Verfügung. Daten aus Schweizer Perspektive gibt es bei der [Schweizer Nationalbank](#).